

Plus tard, les indépendants côtoieront l'OAS.

Aujourd'hui, la CFT a le soutien actif d'un ministre du gouvernement, Jean Charbonnel qui réclame sa représentativité, des députés de la majorité Bouchacourt (UDR) et Alain Griotteray (Républicains Indépendants).

La CFT est en relation avec le syndicat néo-fasciste italien CISNAL et les syndicats franquistes.

Christian Poncelet (sous-ministre d'Edgar Faure aux affaires sociales) assure à Simakis (secrétaire général de la CFT) qu'il a pris note de la demande de Tomasini et qu'il fera « avec persévérance en sorte d'obtenir la reconnaissance de la représentativité de la CFT (lettre du 14 décembre 71).

L'ancien président de la CFT, Driot, fut volontaire de l'armée franquiste, membre du « Service d'Ordre Légionnaire » de Joseph Darnand, chef de la Milice (Driot et Simakis étaient en 1960 au colloque de Vincennes qui réunissait les partisans de l'Algérie française).

AU TRAVAIL!!



Jacques de Montalais (journaliste de la Nation) écrivait en 1970 : « de brillants résultats tous récents de la CFT plaident en faveur de sa reconnaissance, bien qu'ils soient encore insuffisants pour l'obtenir ».

La CFT est avant tout anti-communiste, pour l'« apolitisme » fascisant et musclé, pour la collaboration de classes.

Elle veut rendre à l'homme sa « dignité ».

Elle se dresse contre la désagrégation sociale.

Elle veut être le défenseur des « piliers » de la société : Travail, Famille, Patrie (la famille est pour la CFT la gardienne morale de notre civilisation...).

Elle est contre le capitalisme libéral, la technocratie apatride, pour le travail et la « liberté ».

Voilà quelques bases politiques de cette organisation fasciste qu'est la CFT.

Elle répond présent partout où le patronat fait appel à ses services. Lorsqu'il s'agit d'écraser les syndicats ouvriers, de soumettre les travailleurs à la volonté des patrons, d'empêcher les militants révolutionnaires de faire leur propagande. Lorsqu'il s'agit de casser une grève au nom de la « liberté du travail » comme à UGECO à Nantes comme aux Nouvelles Galeries de Thionville...

Elle répond présent à coup de barres de fer, de terreur et de chantage, elle établit des listes noires dans les entreprises, elle effectue des purges avant les élections professionnelles et contrôle ces mêmes élections.

Elle oblige les travailleurs notamment les immigrés à adhérer à la CFT, quand cette adhésion correspond à la possibilité de travailler dans l'entreprise. Elle répond présent en imprimant de faux tracts révolutionnaires pour discréditer l'extrême-gauche aux yeux des ouvriers et des militants syndicalistes (faux « Citroën Rouge », faux « Internationale », feuilles de la Ligue et de l'AMR à Citroën).

La CFT a le soutien des flics pour continuer en toute impunité ses actions fascistes à l'extérieur de l'entreprise (Issy-les-Moulineaux, Rennes, Caen...).